

Nous pourrions dire, pour paraphraser Alexandre le Grand qui, lui, parlait de l'Empire romain, que le soleil ne se couche jamais sur le royaume des diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke. Quelque 500 de ceux-ci ont en effet choisi de vivre et de travailler à l'étranger.

par Bruno Levesque

# Un royaume planétaire



L'Université de Sherbrooke compte plusieurs de ses diplômées et diplômés aux États-Unis. Il y sont en majorité ingénieurs ou médecins. Quelques-uns sont économistes, professeurs, spécialistes de l'informatique ou encore chimistes; les autres sont psychologues, biologistes, bibliothécaires, rédacteurs, prêtres... Il y a même un diplômé en histoire qui pratique la médecine alternative au Nouveau-Mexique!

La France constitue aussi une destination qui séduit bon nombre de diplômées et diplômés sherbrookoises. Environ 150 diplômées et diplômés y vivent, un nombre suffisamment élevé pour qu'ils aient senti le besoin, en 1994, de créer une association de diplômés de l'Hexagone. Ils exercent, là aussi, des professions diverses: diplomates, ingénieurs, gestionnaires, travailleuses sociales, professeurs, prêtres, etc.

D'autres ont choisi des destinations plus exotiques telles la Corée du Sud, la Thaïlande, la Grèce, la Turquie, la Suède, la Tanzanie, Haïti, Taiwan, Hong Kong, le Mali, le Rwanda, le Malawi... Ainsi, la diaspora des diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke s'étend sur tous les continents.

## Des gènes de globe-trotter

Ian Davies vit au Luxembourg. Né dans le Nord de l'Afrique de l'union d'une mère française et d'un père gallois. Il a grandi à Montréal, étudié à Sherbrooke puis à Victoria. Il a œuvré quelque temps pour le gouvernement de la Colombie-Britannique, avant de prendre la direction de l'Europe où, depuis environ un an, il est conseiller pour la Cour des comptes européenne.

Diplômé en service social, Ian Davies a fréquenté l'Université de Sherbrooke au début des années 70. Il est venu étudier à l'Université de Sherbrooke, parce que le Département de service social, même s'il venait tout juste d'ouvrir ses portes, avait déjà la réputation d'être un lieu de formation ouvert et dynamique. C'est d'ailleurs une époque de sa vie qu'il se remémore avec un plaisir non dissimulé:

« J'y ai vécu l'époque du Département parallèle, une époque où tout était remis en question, non seulement dans les universités, mais dans toutes les sociétés occidentales. » Il se souvient aussi de son travail de discothécaire à l'Antre II: « C'était l'époque de Led Zeppelin et de Pink Floyd, mais aussi de Robert Charlebois, Louise Forestier et Raoul Duguay. Sa chanson *La bitt* à *Tibi* obtenait toujours beaucoup de succès auprès des étudiants. »

Malgré que son travail en finances publiques semble à mille lieues de ses études - et même s'il avoue aujourd'hui avoir quelquefois passé plus de temps à préparer ses soirées musicales que ses examens - Ian Davies assure que sa formation en service social est celle qui lui est le plus utile. Même s'il est conseiller spécialisé en finances publiques, il travaille non seulement avec des chiffres, mais d'abord avec des gens, des représentants de plusieurs pays et de nombreuses organisations. Ce qu'il a appris à Sherbrooke l'aide énormément dans tout cet échec social et politique.

Ian Davies a commencé sa carrière dans le domaine des services sociaux, d'abord à Sherbrooke, puis à Montréal. Après quinze ans à œuvrer dans ce secteur, il a suivi sa compagne à Victoria. Il a profité de cet important changement de cap pour retourner aux études et faire une maîtrise et un doctorat en finances publiques à l'Université de Victoria.

Il a ensuite travaillé pour l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, avant d'être invité à œuvrer pour la Commission européenne (CE) à Bruxelles en tant que conseiller auprès du contrôleur financier de la CE. Il est conseiller auprès de la Cour des comptes européenne (CCE) depuis environ un an.

La CCE est un peu l'équivalent du vérificateur général du Canada. Sa tâche principale est de contrôler les finances de l'Union européenne et

d'identifier les domaines où la gestion peut être améliorée. Organe de contrôle externe, la Cour assiste le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget. La Cour des comptes européenne a son siège à Luxembourg. Une belle ville tranquille, selon le conseiller auprès de la CCE. Peut-être même un peu trop calme pour un jeune célibataire, mais idéale pour le père de famille que Ian Davies est devenu.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Ian Davies est un homme qui bouge beaucoup. La dernière fois que SOMMETS l'a contacté, c'est chez lui, au Luxembourg. Il a par la suite laissé le message suivant dans notre boîte vocale: « J'apprécierais que vous me rappeliez aujourd'hui parce que je pars demain pour la Crête ». La semaine précédente, Ian Davies était à Ottawa pour un contrat avec le gouvernement canadien. Luxembourg - Canada - Luxembourg - Grèce, voilà l'itinéraire que Ian Davies a parcouru en quelque dix jours. À ce rythme, il y a fort à parier qu'il est le diplômé de service social ayant le plus de kilométrage au compteur.

## À Cali, via CARTEL

Grégoire Leclerc est un autre diplômé qui a pris goût à l'exotisme très jeune, ayant passé neuf ans de son enfance et de son adolescence au Togo et en Algérie. Depuis 1996, il travaille pour le Centre international pour l'agriculture tropicale (CIAT), un centre de recherche situé entre les villes de Cali et de Palmira, en Colombie.

Le CIAT est un de 16 centres de recherche formant le *Consultative Group for International Agricultural Research*, financé par les pays membres, différents bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID) et des fondations privées comme les fondations Kellogg,

Rockefeller et Ford. Sa mission est de contribuer, avec ses partenaires, à la disparition de la pauvreté à travers l'application de la science au développement de technologies. En plus de la division de ressources génétiques, qui s'applique à développer de nouvelles variétés de riz, de fèves, de pâturages et de manioc mieux adaptées aux conditions difficiles dans lesquelles vivent les populations pauvres des pays tropicaux, le CIAT comporte une division de ressources naturelles, qui regroupe des projets de recherche sur la gestion de l'utilisation du sol, la conservation des sols, les agro-entreprises rurales, les systèmes de production et la recherche participative. C'est dans cette dernière division qu'œuvre Grégoire Leclerc, triple diplômé de l'Université de Sherbrooke, un baccalauréat et un doctorat en physique entrecoupé par une maîtrise en radiobiologie. Grégoire Leclerc n'est pas seul en Colombie. Sa petite famille y vit aussi.

« Qui se ressemble s'assemble », dit le proverbe. Et c'est vrai dans le cas de Grégoire Leclerc et de sa conjointe, Nathalie Beaulieu, elle aussi trois fois diplômée de l'Université de Sherbrooke (bachelière et maître en génie civil, docteure en télédétection) et passionnée par le développement international. C'est d'ailleurs avec un but bien précis en tête que Nathalie Beaulieu a opté pour la profession d'ingénieur: construire des puits et des systèmes d'approvisionnement en eau potable pour l'Afrique.

En 1992, Nathalie Beaulieu et Grégoire Leclerc ont quitté Sherbrooke pour le Costa Rica, elle pour y faire le travail de terrain pour son doctorat, lui à titre de stagiaire postdoctoral au Centre d'applications et de recherches en télédétection (CARTEL). Là-bas, ils ont travaillé pendant quatre ans avec plusieurs organismes et organisations non gouvernementales, avant de se voir offrir chacun un poste au CIAT.

Grégoire Leclerc y est *Senior Scientist* depuis 1997. Il a contribué à monter ce qui est reconnu comme l'un des meilleurs laboratoires de systèmes d'information géographique en Amérique Latine. Il travaille en ce moment à développer des méthodes d'analyse de données à différentes échelles, dans le but de pouvoir extrapoler les connaissances locales à d'autres régions. Cette année, par exemple, le laboratoire que dirige Grégoire Leclerc mène un projet de caractérisation de la pauvreté rurale et y applique ces méthodes d'analyse de données pour extrapoler les indicateurs de pauvreté obtenus à partir de l'analyse des perceptions locales.

De son côté, Nathalie Beaulieu est Research Fellow. En ce moment, elle coordonne la contribution du groupe de gestion des terres au niveau de l'entente entre le CIAT et le Mi-

nistère de l'agriculture et de développement rural de la Colombie. « Nous travaillons en collaboration avec le groupe de conservation des sols et celui des agro-entreprises rurales dans un projet commun intitulé Exploration des opportunités d'utilisation des terres et de développement rural pour l'Orénoque colombienne », explique-t-elle.

Quant à la vie de tous les jours, la chercheuse, le chercheur et leurs deux enfants ne semblent plus s'étonner des différences culturelles. « Notre vie est très semblable à celle qu'on vivrait au Québec, explique la diplômée en télédétection. On travaille fort, les enfants vont à l'école, ils ont leurs amis et leurs activités. » Les seules différences qu'ils notent sont la circulation automobile, qu'ils qualifient de divertissante, et la sécurité « Nous vivons dans un quartier résidentiel plutôt clame, façon de vivre des Colombiennes et Colombiens. » L'école est à trois coins de rues de chez nous, mais nous ne laissons jamais nos enfants de neuf et douze ans y aller seuls », donne Nathalie Beaulieu comme exemple. Grégoire Leclerc explique par la situation sociale au pays ce souci constant de sécurité: « Il y a plus de 20 p. 100 de chômage et les pauvres ne gagnent que 200 \$ par mois. »

En attendant que les problèmes sociopolitiques se règlent, Nathalie Beaulieu, Grégoire Leclerc et leurs collègues du CIAT ont encore bien du pain sur la planche et voient, avec un sourire au coin des lèvres, grandir leurs enfants dans un contexte fort différent de ce qu'ils auraient connus au Canada. « Je ne crois pas que mes enfants auraient pu manger de coquerelles de mer comme ils l'ont fait l'an dernier lors d'un séjour dans le Nord Ouest du pays, ni jouer au poker avec du vrai argent avec leurs nouveaux amis! », conclut Grégoire Leclerc.

### En Afrique depuis le début des années 70



Serge Dubé visite une plantation d'arbres à Dakar, au Sénégal

Serge Dubé, lui, vit en Afrique depuis le début des années 70. Docteur en chimie de l'Université de Sherbrooke depuis 1972, il a enseigné à l'Université du Rwanda de 1973 à 1984, avant d'entrer au service du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'état canadienne ayant pour objectif d'aider les chercheurs et les collectivités des pays en voie de développement à trouver des solutions aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils sont confrontés.

Pour le CRDI, Serge Dubé a passé sept ans au bureau de Dakar au Sénégal, avant de se rendre à Nairobi, au Kenya, sur la côte Est africaine où il est administrateur de programmes au bureau du CRDI à Nairobi. À ce titre, il aide des chercheurs des pays d'Afrique orientale à développer des projets et à obtenir le financement nécessaire à leur réalisation auprès du CRDI dans le cadre de deux programmes, l'un sur l'utilisation rationnelle de la biodiversité et l'autre sur l'innovation et la technologie pour les petites et moyennes entreprises.

Voici, en guise d'exemples, quelques-uns des projets en cours actuellement. Un projet vise à aider les populations de la République de Maurice, notamment les mères de famille, à mieux faire face aux problèmes de santé mineurs par une utilisation plus rationnelle des plantes



médicinales. En Guinée, un autre projet cherche à améliorer les techniques artisanales d'extraction de la teinture, une activité qui représente près de 15 p. 100 de toute la production du pays.

Les projets du CRDI sont tous menés par des chercheurs des pays en voie de développement et visent à régler des problèmes locaux importants, parfois avec l'aide de chercheurs d'autres pays. Le rôle de Serge Dubé est de soutenir les chercheurs, de les aider à structurer leur projet et, une fois le financement du CRDI reçu, à assurer le suivi du projet. Ce travail l'amène bien évidemment à beaucoup voyager, l'équivalent d'une semaine par mois.

Le reste du temps, il est à Nairobi où il habite à cinq minutes des bureaux du CRDI, dans les collines qui surplombent le centre-ville. Serge Dubé explique que Nairobi est une grosse métropole d'environ quatre millions d'habitants et que, comme la plupart des capitales africaines, cette ville souffre d'une surpopulation et d'un sous-investissement chroniques, ce qui entraîne des problèmes pour le maintien des infrastructures, dont les écoles, et l'approvisionnement en eau et en électricité. Là aussi, la situation économique et politique difficile que traverse le pays entraîne des problèmes de violence et de criminalité importants. « J'habite, dit-il, une maison normale à peu près comme celle que j'habiterais à Sherbrooke. Si vous y veniez, la seule différence que vous noteriez serait probablement l'importance des mesures de sécurité. Notre terrain est entouré d'une clôture avec grille de sécurité à l'entrée. Un gardien est présent chez nous 24 heures sur 24. Nous avons des lumières qui s'allument dès qu'elles perçoivent un mouvement. Toutes les fenêtres et les portes sont munies de grilles d'acier et reliées à un système d'alarme. Nous avons des boutons de panique dans chaque pièce de la maison, et une porte d'acier en haut de l'escalier qui mène aux chambres à coucher. »

Le Kenya, explique Serge Dubé, est un pays où se côtoient de nombreuses ethnies entretenant des relations plus ou moins tendues depuis des siècles dans certains cas. Il y a donc une tradition de violence au Kenya auquel les étrangers doivent s'adapter. Malgré cette omniprésente violence qui a même fait chuter les revenus de l'industrie touristique (la principale source de devises du pays), les Kenyans sont, dit-il « des gens agréables à fréquenter ».

Selon le représentant du CRDI, le Kenya est un pays magnifique jouissant, particulièrement dans la région de Nairobi, d'un climat exceptionnel. Il ne pleut jamais à Nairobi, sauf quelques gouttes en novembre et

quelques averses en avril. Le soleil brille les trois quarts du temps, la température le jour tourne autour des 25° C. Si son travail, qui l'occupe 12 heures par jour, ne lui laisse que rarement l'occasion de le visiter, Serge Dubé insiste pour mentionner le parc de Nairobi. « Une des caractéristiques intéressantes de Nairobi est la présence, quasiment au centre-ville, d'un parc d'une centaine de kilomètres carrés », signale-t-il, en précisant qu'il s'agit bien d'un parc et non d'un zoo et qu'on y retrouve tous les animaux d'Afrique sauf des éléphants.

### Des bananes mexicaines et des crevettes thaïlandaises



L'édifice de l'OMC à Genève.

Comme elle vit et travaille à Genève en Suisse, Gabrielle Marceau ne rencontre pas souvent d'éléphants, mais ses fonctions à l'Organisation mondiale du commerce l'amène à traiter des dossiers parfois très exotiques. Par exemple, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras et le Mexique se plaignent de certaines mesures que la Communauté européenne applique à l'importation des bananes. Ou alors ce sont l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande qui se plaignent au sujet d'une interdiction d'importer des crevettes et des produits à base de crevettes en provenance de ces pays imposée par les États-Unis. Moins exotiques, ce sont les États-Unis qui estiment incorrectes certaines mesures adoptées par le Canada pour protéger le marché canadien des magazines et des revues.

Gabrielle Marceau a reçu son baccalauréat en droit en 1982. Pendant ses études à Sherbrooke, elle prend contact avec le monde du droit comparé et celui du droit international public, des mondes qui la fascinent aussitôt. « C'est aussi à Sherbrooke que j'ai fait la connaissance de Bernard Colas, un confrère de classe qui, quelques années plus tard, m'a véritablement initiée au droit international économique et m'a encouragée à continuer mes études. »

Après avoir quitté Sherbrooke, Gabrielle Marceau est retournée à Québec, sa ville natale, où elle a travaillé pendant cinq ans chez Joli-Cœur Lacasse, un cabinet d'avocats. Elle a par la suite fait une maîtrise en droit puis un doctorat au London School of Economics.

Depuis 1994, Gabrielle Marceau travaille à l'Organisation mondiale du commerce, l'organisme international qui fixe les règles régissant le commerce international. À titre de conseillère au service juridique, elle assiste et informe les arbitres lorsqu'ils entendent des litiges entre pays aux termes de l'accord de l'OMC: frais de douanes jugés excessifs, cas de dumping, etc. À Genève, où est situé le siège social de l'OMC, Gabrielle Marceau

fait partie d'un groupe de quelque 500 personnes qui s'occupe de l'administration des accords commerciaux de l'OMC, fixe un cadre pour les négociations commerciales, règle les différends commerciaux, assure le suivi des politiques commerciales nationales et fournit de l'assistance technique et de la formation pour les pays en développement.

Créé en 1995, l'OMC succède au GATT (General Agreement for Tariffs and Trade) à la suite de ce qu'on a appelé l'Uruguay Round.





**Après avoir accumulé de nombreuses années d'expérience en publicité, en marketing, en promotion et dans les affaires publiques, René Guimond tient, depuis le 16 novembre 1998, le gouvernail d'un nouveau grand bateau dénommé TQS. Il devient ainsi, après Olivier, le deuxième Guimond à faire sa marque dans la télé québécoise.**

par Odile Lamy

velles moins statiques. « Ils sont debout ou assis sur le coin d'un pupitre. Ils sont proches des gens. C'est convivial. C'est le style de télévision que nous voulons faire », certifie René Guimond.

Sans dévoiler les secrets des changements envisagés à la programmation, le président de TQS assure cependant que tout va être mis en œuvre pour augmenter les cotes d'écoute. Et le sens des affaires dont René Guimond a déjà maintes fois fait preuve au cours de sa carrière nous incite à le croire!

#### Un gestionnaire en puissance

Le goût pour les affaires s'est révélé tôt à René Guimond. Très attiré par les communications, mais déterminé à devenir gestionnaire d'entreprise, il a fait ses études universitaires en marketing au début des années 70. Son passage à Sherbrooke, dit-il, a été déterminant dans le choix de sa carrière: « D'une part, l'Université de Sherbrooke avait une excellente réputation en administration. D'autre part, nous recevions régulièrement des conférenciers du milieu des affaires qui nous permettaient de nous faire une meilleure idée quant à nos orientations », précise-t-il.

René Guimond garde un excellent souvenir de ces trois années passées à Sherbrooke. Il y a obtenu un diplôme, bien sûr, mais il a vécu aussi une belle expérience humaine. « L'Université de Sherbrooke est une très grande institution au plan du savoir et de tout ce qu'elle offre à ses étudiants, et tout ceci à l'intérieur d'une coquille humaine », estime l'ex-étudiant sensible à la taille et à la qualité de son environnement, compte tenu de ses racines: un petit village de Mauricie.

# L'autre Guimond de la télé

**F**in 1998, à la sortie d'un congé sabbatique, René Guimond est pressenti par Quebecor qui venait tout juste d'acquérir Télévision Quatre Saisons avec quelques associés, dont Cogeco. Convaincu du potentiel de réussite de la chaîne de télévision privée et se sentant bien épaulé par son nouveau propriétaire, René Guimond, qui n'en est plus à un défi près, accepte le poste de président et chef de la direction de TQS.

Entouré d'une « belle équipe », comme il le souligne lui-même, il peaufine depuis une nouvelle stratégie pour repositionner TQS sur l'échiquier télévisuel. Jugeant que ce réseau a manqué de constance au fil des ans, il veut bâtir une image d'antenne stable afin de fidéliser le public, règle numéro un dans ce milieu de communications. Mais pour cela, le

virage doit se faire en douceur. « Avec des changements trop brusques, nous risquons de perdre un fort pourcentage de consommateurs qui ne s'y retrouvent plus », explique René Guimond.

En outre, TQS veut se distinguer de Radio-Canada et de TVA. Elle laisse donc à ses concurrents les longues séries hebdomadaires et joue plutôt sur l'audace et la proximité pour attirer un public compris entre 18 et 49 ans. « Avec des émissions comme *La fin du monde est à 7 heures*, *Flash* ou *110 %*, nous faisons de l'information générale, culturelle ou sportive, mais d'une façon différente », précise le président de TQS. Ce souci de distinction transparait d'ailleurs dans les journaux télévisés où l'information est plus locale et régionale et les lecteurs et lectrices de nou-

## Toujours plus haut

René Guimond n'a pas encore terminé ses études qu'on lui propose déjà un emploi chez Cogem, une firme montréalaise de recherche en marketing. Il se lance donc sur le marché du travail, en 1974, tout en complétant sa dernière session de baccalauréat. Les premiers mois sont difficiles, mais bénéfiques pour le jeune homme qui voyait en la recherche la base de son avenir professionnel.

Après deux années chez Cogem, René Guimond rejoint les rangs de BCP où il fait ses premiers pas en publicité. BCP était une performante agence de conception publicitaire qui comptait de grands clients, comme IGA, Desjardins, Air Canada, Bell. « À l'époque, BCP était la *nec plus ultra* au Québec pour les gens en publicité, comme Bombardier l'était pour les ingénieurs », se rappelle René Guimond.

Après avoir servi les plus importantes entreprises sur le marché francophone, le jeune homme ambitieux grimpe les échelons des responsabilités en devenant, en 1979, vice-président de Cockfield Brown, une grande agence publicitaire pancanadienne. « À 28 ans, toucher à une entreprise d'envergure nationale m'attirait énormément », confie l'actuel président de TQS qui, à l'époque, voulait rester longtemps chez Cockfield Brown, sauf que... Pour un grand sportif qui aime et goûte à tous les sports, un poste de vice-président au marketing et aux affaires publiques des Expos ne se refuse pas!

## Comme un poisson dans l'eau chez les Expos

De 1981 à 1986, René Guimond a vécu cinq très belles années qui lui ont permis d'élargir son champ d'expertise. « Les Expos m'ont donné l'occasion de faire plus que de la publicité. Dans mon département, on s'occupait aussi de la négociation des contrats de télédiffusion et de radiodiffusion, des promotions, de la vente de commandites, des programmes de licence, des relations avec les médias. Et tout ceci dans un environnement stimulant et florissant », se souvient l'ex-vice-président de la l'équipe de baseball qui s'appête à quitter Montréal.

Le début des années 80 n'a pas été riche seulement pour René Guimond. À cette époque, les Expos étaient au zénith de leur gloire. Plus de deux millions de spectateurs venaient encourager, chaque saison, les Andre Dawson, Gary Carter, Bill Lee, Ellis Valentine, Rodney Scott, Steve Rogers et compagnie. Le courant passait entre l'équipe et le public. La nouvelle mascotte, Youppi, faisait fureur au Stade olympique de Montréal.

Les salaires des champions étaient plus raisonnables et la situation économique canadienne plus favorable pour concurrencer les équipes des grandes métropoles américaines. Il y a vingt ans, « on gardait nos vedettes ici, déclare René Guimond avec nostalgie. Pour les amateurs de baseball, c'est très dur de vivre, année après année, le départ de nos meilleurs éléments ».

Si l'ex-vice-président des Expos entrevoit une meilleure base de revenus grâce à une prise en main de l'équipe par un nouveau groupe d'actionnaires et à un déménagement au centre-ville, en revanche, il ne se porte pas garant de l'avenir du baseball majeur tant que personne ne trouvera un moyen de régler les salaires des joueurs.

## Un retour aux sources

En 1986, René Guimond a 35 ans et toute la vie devant lui. Pourtant, il sent que son rêve ultime est arrivé. « C'est le moment ou jamais d'être mon propre patron, de bâtir mon entreprise », décide-t-il. Sitôt dit, sitôt fait. Il quitte les Expos et, avec un associé, Daniel Tardif, reprend les rênes de Promo Marketing Canada, une firme de marketing promotionnel alors à ses premiers balbutiements.

Une fois encore, l'homme de tous les défis voit juste. En peu de temps, Promo Marketing connaît un tel essor que Carlson Marketing, une multinationale basée au Minnesota, rachète l'entreprise en 1990. Comme le contrat de vente stipule que les anciens propriétaires doivent demeurer au sein du Groupe Carlson Marketing pendant cinq ans suivant la transaction, René Guimond retourne chez BCP au début de 1995. Entre-temps, la firme de publicité canadienne s'est internationalisée, mais René Guimond, maintenant vice-président exécutif et directeur général du siège social à Montréal, se concentre sur les agences canadiennes: Toronto, Québec et surtout Montréal. Début 1997, BCP est racheté par Publicis. Six mois plus tard, le capitaine préfère quitter le navire et laisse le champ libre à Yves Gougoux. « À ce moment-là, j'ai estimé qu'Yves Gougoux, président et principal actionnaire, allait s'impliquer de plus en plus dans Publicis, explique René Guimond. J'ai alors réalisé que la raison pour laquelle je m'étais joint à BCP, c'est-à-dire gérer une entreprise, n'existait plus. »

## Une année sabbatique qui joue les prolongations

Qu'à cela ne tienne! René Guimond considère ce départ comme une occasion inespérée pour prendre une année sabbatique... ou plutôt quatorze mois de repos bien mérité après 23 années de dur labeur à relever défi sur défi.

L'homme d'affaires profite de cette pause pour accomplir tout ce qu'il n'avait pas eu le temps de faire pendant les années intenses qu'il venait de vivre. Il s'occupe de sa famille, fait du sport, voyage, fréquente les salles de cinéma, dévore les publications d'affaires, rencontre les amis et la parenté... « Ce long congé m'a permis de me retrouver et de penser à ce que je voulais faire, à mes objectifs pour la suite de ma carrière », révèle le guerrier ressourcé qui recommence à chercher du travail à la fin de l'été 1998.

Et la suite, on la connaît. Pour ce qui est de l'avenir, si l'on en juge par l'acharnement au travail et les capacités de gestionnaire que René Guimond a démontrés depuis sa sortie de l'Université de Sherbrooke, TQS devrait vite devenir une télévision audacieuse et compétitive à l'image de son président.



# Le social *au service* de la police

Étudiante à la maîtrise en service social, Mariane Bastien a vu sa vie prendre un nouveau tournant au moment où elle est entrée dans la police.

par Élise Giguère

Si vous allez visiter Mariane Bastien au bureau de la Sûreté du Québec à Sherbrooke, elle vous accueillera avec son sourire chaleureux et ses grands yeux bleus. Cependant, elle n'arborera pas le classique habit kaki d'un policier de la Sûreté. Mariane Bastien n'est pas une policière, elle occupe plutôt un poste de travailleuse sociale à la SQ.

Le rôle des policiers a bien changé depuis les dernières années. Lorsque les patrouilleurs interviennent dans une situation d'urgence, trop souvent, ils s'aperçoivent que les victimes ou même les agresseurs auraient besoin d'une aide particulière. Cependant, est-ce de leur ressort d'aider ces gens? N'existe-t-il pas déjà des ressources pour eux? Comment les diriger adéquatement vers les services offerts dans la communauté?

Face à ces questions, le caporal Michel Rouillard a pensé qu'une personne pourrait tisser des liens entre le service policier, les citoyens et les ressources existantes. En s'inspirant d'un modèle français, il a monté un projet qu'il a ensuite soumis au Programme de stage pour nouveaux diplômés dans la fonction publique. Quelques entrevues plus tard, Mariane Bastien faisait son entrée à la Sûreté.

## Le chaînon manquant

Mariane Bastien joue donc le rôle d'agente de liaison entre la Sûreté du Québec de l'Estrie et les services d'aide à la population. Parmi ces derniers, on retrouve les CLSC, le CAVAC (Centre d'aide aux victimes d'actes criminels), le CALACS (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), les maisons d'hébergement, etc.

« J'interviens dans les situations à caractère psychosocial. Par exemple, les policiers peuvent se rendre chez une personne qui a fait une tentative de suicide. Le lendemain, ils me parlent du cas et me donnent les coordonnées de la personne. De mon côté, je lui téléphone et je peux lui demander si elle connaît les numéros



d'urgence, si c'est chronique, etc. » Cependant, la travailleuse sociale tient à rappeler qu'en aucun cas les services existants sont doublés. « Je sers vraiment de liaison. Je mets les gens en contact avec les organismes appropriés. »

En plus des tentatives de suicide, Mariane Bastien intervient dans les cas de violence conjugale, de chicanes familiales, d'agressions sexuelles, d'abus auprès des personnes âgées ou souffrant d'un handicap. Son mandat comporte également un volet de sensibilisation auprès des jeunes de moins de 12 ans qui commettent des actes criminels. Elle tente alors de découvrir pourquoi le jeune contrevenant a agi ainsi. Ensuite, elle le dirige vers les services pouvant lui venir en aide.

## Pas facile d'innover

Le stage de Mariane Bastien à la SQ constitue une expérience-pilote. Comme ce projet est unique au pays, la jeune travailleuse sociale a dû se faire accepter parmi la communauté. C'est pourquoi elle a choisi d'effectuer une tournée des organismes sociaux de l'Estrie avant d'entreprendre ses interventions. Ses visites l'ont menée jusque dans les écoles et les maisons de jeunes. Pour elle, c'était primordial que les personnes-ressources la connaissent. « Je voulais créer un bon lien de confiance avec elles. C'était important pour moi de leur présenter mon rôle. »

Pas facile non plus de s'adapter au monde de la police... « J'étais habituée de travailler avec des femmes. La police, c'est un monde particulier, mais maintenant je me sens bien adaptée. Les policiers sont ouverts et j'ai découvert que leur vision des problèmes sociaux ressemble à la mienne. »

La jeune femme et la SQ partagent également la même vision à propos de la survie du projet. Celui-ci doit durer deux ans, cependant, tous demeurent confiants qu'il survivra après cette période. Le projet a même été présenté aux autres districts du Québec, et certains se sont montrés très intéressés à tenter l'expérience.

D'ici là, Mariane Bastien continuera de mener de front son travail à la SQ et sa maîtrise à l'Université de Sherbrooke. Elle dit aimer la recherche, mais « en recherche, je m'éloigne un peu de mon intérêt premier. Je me sens moins proche de la clientèle. » À la Sûreté du Québec, elle est bien servie!

**Tout jeune, Yvon Boivin suivait sans relâche les débats télévisés de l'Assemblée nationale. Sa passion pour la politique a grandi avec lui, et, depuis 1996, il occupe le poste de secrétaire de la Commission des finances publiques. Même s'il rêvait de travailler à l'Assemblée nationale, Yvon Boivin n'aurait jamais cru être un jour « aussi près du processus décisionnel », d'autant plus que le domaine d'études qu'il avait choisi, l'informatique, ne le destinait pas à une telle carrière.**

par Johanne Bédard

À titre de secrétaire de la Commission des finances publiques, Yvon Boivin est à la fois le greffier, l'organisateur et le coordonnateur de l'ensemble des activités de la Commission. Il est également le principal conseiller de la Commission en matière de procédure parlementaire. Ce sont des fonctions qui exigent beaucoup de dynamisme et de débrouillardise de la part des gens qui les remplissent, parce que les relations publiques y pullulent et parce que tout bouge très vite dans la sphère politique.

Yvon Boivin ne regarde donc plus les débats sagement installé devant son téléviseur comme autrefois: « Quand les députés siègent, nous, les secrétaires, sommes assis à la gauche du Président, avec les députés. En fait, on assiste quotidiennement à des événements historiques. » Le diplômé en informatique de gestion est en effet aux premières loges pour suivre l'actualité. Tout ce qui se dit sur le déficit zéro, par exemple, il en entend parler de A à Z. Sa participation à l'évolution du système démocratique apporte à ce passionné d'actualité une grande satisfaction: « C'est pour moi un privilège de me retrouver au cœur des activités entourant les débats des parlementaires concernant des sujets auxquels je me suis toujours intéressé comme les finances, le budget, l'administration du gouvernement ou encore la fonction publique. »

#### **Son bonhomme de chemin**

Au milieu des années 1980, Yvon Boivin entreprend ses études universitaires à Sherbrooke, en informatique de gestion. Ce choix d'orientation était plutôt l'aboutissement d'une mûre

# Une idée fixe

réflexion qu'une façon détournée de se rapprocher de son rêve de participer à la vie politique: « Je m'intéressais surtout à l'administration, mais je lisais beaucoup pour m'informer et on disait que les années 1990 seraient les années de l'informatique. Alors j'ai décidé de combiner les deux. » Après deux années passées à travailler comme analyste au sein d'une compagnie privée, il fait enfin son entrée à l'Assemblée nationale comme architecte de système et administrateur de base de données.

#### **Une clef passe-partout**

Ce n'est pas le fruit du hasard s'il occupe aujourd'hui le poste de secrétaire de la Commission. Selon lui, l'informatique donne accès à tous les domaines. À cet égard, le diplômé en informatique de gestion rappelle qu'il a été chargé de projet pour le développement du système du journal des débats. « Quand on développe un système, il faut comprendre en profondeur les tâches du client. Si bien qu'une fois le système terminé, on pourrait presque effectuer le même travail que ce client! »

Dès la fin de son baccalauréat, son désir d'accéder à des postes de plus haut niveau dans la fonction publique a poussé Yvon Boivin à entreprendre à temps partiel des études de

deuxième cycle en administration. Ses études et ses expériences de travail ont fait de lui un candidat idéal pour le poste qu'il occupe actuellement, un poste qu'il dit adorer sans réserve.

#### **Professionnalisme oblige...**

##### **à taire ses opinions**

Une absolue neutralité politique est de mise pour jouer le rôle de secrétaire de Commission. Alors, inutile de demander à Yvon Boivin ce qu'il pense de tel dossier ou de telle décision. Il se fera muet comme une carpe. « Notre rôle, explique-t-il, ne nous permet pas de participer aux débats. Quelquefois nous aurions peut-être envie de prendre la parole, mais nos fonctions exigent une neutralité et une discrétion politiques totales. »

Que pensez-vous du déficit zéro? De la souveraineté du Québec? De la réforme de la loi électorale? Inutile d'insister! Il n'y a aucun moyen de soutirer une bribe d'opinion d'Yvon Boivin concernant des dossiers en cours au Parlement. Il a une idée bien fixe: se faire le plus discret possible. Après tout, il est parvenu à réaliser son rêve, il ne jettera pas tout à l'eau en se dérobant à son secret professionnel.



# L'agressivité *au féminin*



par Élise Giguère

**D**urant les années 80, Pierrette Verlaan travaillait comme éducatrice dans un centre pour jeunes filles en difficulté. « J'ai constaté que ces filles étaient dépressives et anxieuses, raconte-t-elle. Elles vivaient de gros problèmes, mais comme elles n'avaient jamais dérangé la société ni jamais battu personne, on les avait négligées. »

Pour mener une intervention adéquate, l'éducatrice consultait des études sur les troubles de comportement. Cependant, elle restait toujours sur sa faim. « Il n'y avait rien sur les filles! », affirme-t-elle. Pour trouver réponse à ses questions, elle a entrepris des études universitaires, études qui l'ont menée jusqu'au postdoctorat.

Depuis 1994, la chercheuse effectue une étude sur un groupe de 400 élèves, garçons et filles, de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Sa recherche étudie l'évolution des conduites agressives en fonction du sexe de l'enfant. Elle évalue également l'influence de ces conduites sur le développement de l'enfant. Les études de Pierrette Verlaan démontrent entre autres que les comportements agressifs des filles ne correspondent pas à la définition usuelle de l'agressivité.

## Douce agressivité

Les filles sont expertes dans les relations interpersonnelles. Elles établissent des amitiés très intimes et elles évoluent surtout en petits groupes. Contrairement aux garçons, elles n'ont pas de modèle d'agressivité. « Les garçons peuvent se tirailler et se battre. On leur permet d'exprimer leur agressivité, affirme Pierrette Verlaan. Chez les filles, on désapprouve l'agressivité. Il suffit de penser à la mère d'Aurore l'enfant martyr. On trouvait ça vraiment affreux de voir une femme agressive. »

Donc, l'agressivité physique ne se conjugue pas au féminin dans notre société. Pourtant, les femmes vivent autant la colère que les hommes. Dans une étude célèbre, on avait demandé à des individus de donner des chocs électriques à une personne qui ne pouvait les voir. (Évidemment, ils administraient sans le savoir de faux chocs à un comédien!) Or les femmes se sont montrées aussi tortionnaires que les hommes. Mais comment les femmes expriment-elles leur agressivité dans la vie de tous les jours? En utilisant leur point fort: les relations.

**Les filles peuvent-elles se montrer aussi agressives que les garçons? Oui, mais alors que les garçons préfèrent utiliser leurs poings, les filles préconisent une agressivité dite relationnelle. Pierrette Verlaan, professeure au Département d'éducation spécialisée de l'Université de Sherbrooke, tente de démontrer de quelle façon cette agressivité influence le développement des fillettes.**





L'agressivité relationnelle consiste à causer du tort à quelqu'un en attaquant ses relations interpersonnelles. Partir des ragots, raconter les secrets des autres, ridiculiser ou exclure une personne de son groupe d'amis constituent autant de manifestations de cette forme d'agressivité. Et celle-ci n'est pas seulement l'apanage des filles! Les petits garçons la pratiquent aussi, mais de façon beaucoup moins marquée que les filles. La proportion de garçons agressifs relationnellement équivaut environ à la proportion de filles agressives physiquement. « Pour une fille, être exclue d'un groupe, c'est bien pire que de recevoir une jambette! », de dire la chercheuse.

L'agressivité des enfants est mesurée à l'aide d'une évaluation par les pairs. La chercheuse remet un questionnaire aux enfants sur lequel est indiqué le nom de chaque élève de la classe. Les enfants jugent donc leurs compagnons d'après différents critères. (Par exemple, est-ce que cet ami-là parle dans le dos des autres? Est-ce que celui-ci se bat souvent...) Grâce à leurs réponses, elle arrive à cerner les enfants agressifs physiquement ou relationnellement.

### De l'agressivité à la délinquance

Selon les résultats préliminaires de l'étude de Pierrette Verlaan, amorcée en 1994, l'agressivité relationnelle semble constituer un facteur de développement de la délinquance à l'adolescence. « Certaines des filles qui faisaient de l'agressivité relationnelle à dix ou onze ans commencent aujourd'hui, vers l'âge de quatorze ans, à démontrer des signes de délinquance mineure. Elles ne respectent pas les heures de rentrée, elles ne réussissent pas bien à l'école, elles s'opposent à l'autorité de leurs parents », affirme la chercheuse.

Cependant, la chercheuse hésite à se prononcer sur ces résultats partiels. Elle étudie un domaine quasi inconnu! Beaucoup d'études ont déjà été menées sur l'agressivité physique, mais comme peu de filles sont turbulentes, elles ne faisaient pas l'objet de ces études. On sait que les garçons démontrant des signes d'agressivité physique présentent plus de risques de sombrer dans la criminalité à l'âge adulte. Quels sont les risques pour les enfants qui s'attaquent aux relations des autres? « Pour l'instant, les filles pratiquant l'agressivité relationnelle semblent se diriger vers la délinquance à l'adolescence. Ce sera très intéressant de voir encore comment va se dessiner leur profil à l'âge adulte. »

Par ailleurs, la famille joue un rôle important dans le développement de l'agressivité physique. Comme le dit la chercheuse: « Dans certaines familles, l'enfant voit qu'on règle les problèmes en criant et en se battant. Comme les enfants apprennent par modelage, ils reproduisent ces comportements. »

Dans le cas de l'agressivité relationnelle, les chercheurs ne savent pas encore si la famille constitue un lieu d'apprentissage. Pour son étude à Saint-Jean-sur-Richelieu, Pierrette Verlaan interroge les parents sur leur relation de couple, leur relation avec leur enfant, leurs antécédents de délinquance et sur leur situation socioéconomique. En fait, elle utilise les mêmes modèles théoriques que ses collègues qui travaillent sur les troubles de comportement liés à l'agressivité physique. « On essaie de voir si les modèles théoriques vont fonctionner pour l'agressivité relationnelle. Il faudra peut-être inventer de nouveaux questionnaires pour comprendre comment se règlent les conflits dans les familles où les enfants préconisent ce type d'agressivité. »

### Chercher pour intervenir

Selon Pierrette Verlaan: « Si on réussit à prouver que l'agressivité relationnelle constitue un facteur de risque pour le développement d'une certaine forme de délinquance et problèmes d'adaptation ultérieurs, on pourra effectuer une intervention appropriée aussitôt que le problème d'agressivité sera détecté. »

Malgré son statut de chercheuse universitaire, Pierrette Verlaan trouve l'intervention primordiale dans son domaine. Elle n'a pas oublié l'époque où elle-même jouait le rôle d'intervenante. En plus de son étude sur l'agressivité relationnelle, la professeure travaille en collaboration avec le Groupe de recherche sur les inadaptations de l'enfance (GRISE). Son expertise l'amène également à œuvrer pour le centre de recherche Fernand-Séguin. Toutes ses recherches répondront peut-être enfin à ses questions et à celles des intervenants qu'elle forme maintenant.

